

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2010 — 351 (2009 — 2466)

[2010/200123]

**11. MAI 2009 — Dekret über die Zulassung der Leiharbeitsvermittler
und die Überwachung der privaten Arbeitsvermittler (1) — Erratum**

Im *Belgischen Staatsblatt* vom 13. Juli 2009, wird die französische (S. 48097) und die niederländische Übersetzung (S. 48105) des Dekretes der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 11. Mai 2009, wie folgt ersetzt:

Au *Moniteur belge* du 13 juillet 2009, les textes français (p. 48097) et néerlandais (page 48105) du décret de la Communauté germanophone du 11 mai 2009 doivent se lire comme suit :

In het *Belgisch Staatsblad* van 13 juli 2009, worden de Franse (blz.48097) en Nederlandse (blz. 48105) teksten van het decreet van Duitstalige Gemeenschap van 11 mei 2009 als volgt gelezen :

« TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

**11 MAI 2009. — Décret relatif à l'agrément des agences de travail intérimaire
et à la surveillance des agences de placement privées (1)**

Le Parlement de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales et définitions

Article 1^{er}. Le présent décret transpose la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur et la Directive 2008/104/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 sur le travail intérimaire.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1. Placement : les services énumérés au § 1^{er}, 3^o à 10^o, et ce indépendamment du vecteur de communication utilisé;
2. placement d'intérimaires : l'occupation de travailleurs intérimaires conformément au chapitre II de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;
3. recherche d'emploi : le service presté par une agence de placement pour le compte d'un travailleur et ayant pour objet de lui procurer un emploi, sans que ladite agence ne devienne partie de la relation de travail pouvant résulter de ce service de recherche d'emploi;
4. recrutement et sélection de personnel : les services prestés pour le compte d'un employeur, ayant pour objet l'engagement d'un travailleur;
5. insertion : le service consistant à accompagner de façon intensive un travailleur en situation précaire sur le marché de l'emploi, dans la perspective de sa carrière et en tenant compte de ses capacités et connaissances individuelles afin d'accroître ses chances d'obtenir un emploi durable;
6. outplacement : le service presté sur ordre et financé par un employeur ayant pour objet d'aider un travailleur licencié ou menacé de licenciement à retrouver lui-même un emploi;
7. placement en formation : le service ayant pour objet de mettre en contact des apprentis et des employeurs en vue d'établir une relation de formation, y compris le placement de jeunes au pair;
8. placement d'artistes de spectacle : le service ayant pour objet d'aider les artistes, notamment des comédiens, des chanteurs, des danseurs, des artistes de variétés et de cirque, des mannequins, musiciens, chefs orchestre, chorégraphes et figurants à obtenir, contre cachet, des essais, des représentations et des enregistrements;
9. placement de sportifs : le service ayant pour objet de placer des sportifs afin qu'ils participent à des compétitions, tournois ou championnats pour lesquels ils sont rémunérés;
10. autres services de placement : les services définis par le Gouvernement après avis du Conseil économique et social de la Communauté germanophone;
11. agence de travail intérimaire : la personne morale qui emploie un travailleur intérimaire au sens du chapitre II de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs en vue de le mettre à la disposition d'un utilisateur;
12. agence de placement privée : toute personne morale ou physique indépendante de l'Office de l'Emploi qui propose ou preste des placements, elle-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, à titre principal ou accessoire, à titre onéreux ou gratuit, en poursuivant ou non un but lucratif, sous quelque dénomination que ce soit, pour son propre compte ou pour compte d'un tiers;
13. travailleur : la personne physique prestant ou cherchant à prester une activité professionnelle sous l'autorité d'un employeur ou à titre d'indépendant;
14. employeur : la personne physique ou morale faisant appel aux services prestés par une agence de placement en vue de l'engagement d'une personne ou qui fixe, en tant qu'utilisateur, les tâches d'un travailleur intérimaire ou en supervise l'exécution, ou qui fixe dans le cadre d'une relation d'apprentissage les tâches d'un apprenti et en supervise l'exécution;
15. apprenti : la personne physique qui exerce sous l'autorité d'un employeur des activités en vue d'acquérir une qualification professionnelle, indépendamment du fait qu'elle soit ou non soumise à l'obligation scolaire au sens de la loi du 29 juin 1983 sur l'obligation scolaire;
16. Conseil économique et social : le Conseil économique et social de la Communauté germanophone tel qu'il a été créé par le décret du 26 juin 2000 portant création d'un Conseil économique et social de la Communauté germanophone;
17. Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté germanophone;

18. Office de l'Emploi : l'Office de l'Emploi en Communauté germanophone tel qu'il a été créé par le décret du 17 janvier 2000 portant création d'un office de l'emploi de la Communauté germanophone;

19. unité d'établissement : le lieu d'implantation de l'agence de placement privée ou de l'agence de travail intérimaire, où s'exerce l'activité ou à partir duquel elle est exercée.

§ 2. Les délais prévus par le présent décret sont des jours francs. Le délai court à partir du lendemain du jour de l'acte. Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Sont considérés comme jours fériés au sens du présent décret : le nouvel an, le "Altweiberdonnerstag" (jeudi des vieilles femmes), le "Rosenmontag" (lundi des roses), le lundi de Pâques, le 1^{er} mai, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 21 juillet, le 15 août, les 1^{er}, le 2, le 11 et 15 novembre, les 25 et le 26 décembre ainsi que les jours déterminés par décret ou par arrêté du Gouvernement.

§ 3. Dans le présent décret, les qualifications s'appliquent aux deux sexes.

Art. 3. Le présent décret s'applique dans la région de langue allemande :

1. à toute agence de placement privée;
2. à toute agence de travail intérimaire;
3. à tout apprenti, travailleur et employeur.

Il ne s'applique pas :

1. au placement des gens de mer, conformément à la convention n° 9 portant sur le placement des marins, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail le 10 juillet 1920 et approuvée par la loi du 6 septembre 1924;

2. aux bureaux de sélection des services publics;

3. aux services publics de l'emploi de l'Espace économique européen, au sens de la Convention n° 88 concernant l'organisation des services de l'emploi adoptée le 9 juillet 1948 par la conférence générale de l'Organisation internationale du Travail et approuvée par la loi du 16 mars 1953, et de la recommandation n° 83 portant sur le service de l'emploi, adoptée le 9 juillet 1948 par la conférence générale de l'Organisation internationale du Travail;

4. aux services de recrutement des forces armées belges.

CHAPITRE II. — *Agrément des agences de travail intérimaire*

Section 1^{re}. — Conditions d'agrément pour les agences de travail intérimaire

Art. 4. Le placement effectué par une agence de travail intérimaire est subordonné à un agrément préalable de la dite agence de travail intérimaire par le Gouvernement.

Art. 5. Pour obtenir l'agrément préalable, l'agence de travail intérimaire qui dispose d'une unité d'établissement en région de langue allemande doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. L'agence doit être constituée sous la forme d'une société commerciale dont l'objet social principal ou accessoire est de prêter des services de placement d'intérimaires au sens de l'article 2, § 1^{er}, 2^o et qui est enregistrée dans la Banque-Carrefour des Entreprises.

2. Elle ne peut ni se trouver en état de faillite ni d'insolvabilité notoire, ni faire l'objet d'une procédure en faillite, ni avoir demandé ou obtenu un concordat judiciaire.

3. Elle ne peut pas compter parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à la représenter des personnes :

a) qui sont membres du personnel ou du conseil d'administration de services publics de l'emploi;

b) qui - en vertu de la législation portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités, et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions - se sont vu interdire l'exercice de telles fonctions, professions ou activités;

c) qui ont été tenues responsables des engagements ou des dettes d'une société tombée en faillite en application des articles 229, 5^o, 265, 315, 456, 4^o et 530 du Code des sociétés pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément;

d) qui ont été privées de droits civils et/ou politiques;

e) qui ont manqué pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément aux obligations qui leur sont assignées par le présent décret ou par le décret de la Région wallonne du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaires ou par les dispositions légales énumérées à l'article premier du décret de la Région wallonne du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi ou encore par leurs arrêtés d'exécution;

f) qui ont manqué pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément à leurs obligations fiscales ou sociales; un plan de remboursement respecté conformément aux obligations n'est cependant pas considéré comme une infraction aux obligations fiscales et sociales.

4. Elle doit établir la viabilité financière de son projet d'activité en tant qu'agence de travail intérimaire. Le gouvernement détermine les informations à transmettre.

5. Elle ne peut pas être redevable d'arriérés d'impôts, d'arriérés de cotisations auprès de l'Office national de la sécurité sociale ou auprès des fonds de sécurité d'existence des travailleurs intérimaires. Un plan de remboursement respecté conformément aux obligations n'est cependant pas considéré comme une infraction aux obligations fiscales et sociales. Le gouvernement détermine les informations à transmettre.

Section 2. — Conditions d'agrément équivalentes

Art. 6. Pour obtenir l'agrément préalable, l'agence de travail intérimaire qui ne dispose pas d'une unité d'établissement en région de langue allemande doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. Si elle dispose d'une unité d'établissement dans la Région de Bruxelles-Capitale, en Communauté flamande ou dans la Région wallonne, elle doit démontrer qu'elle répond dans la Région ou la Communauté concernée à des conditions d'agrément équivalentes à celles du présent décret. Le Gouvernement statue sur l'équivalence.

2. Si elle dispose d'une unité d'établissement au sein d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat membre de l'Espace économique européen, elle doit démontrer qu'elle répond dans son pays d'origine à des conditions d'agrément équivalentes à celles du présent décret. Le Gouvernement statue sur l'équivalence.

3. Si elle dispose d'une unité d'établissement en dehors de l'Union européenne ou d'un Etat membre de l'Espace économique européen, elle doit satisfaire aux conditions d'agrément du présent décret et apporter la preuve qu'elle est active comme agence de travail intérimaire dans son pays d'origine.

Le Gouvernement peut renoncer à l'agrément préalable d'une agence de travail intérimaire qui ne dispose pas d'une unité d'établissement en région de langue allemande et qui exerce essentiellement via l'Internet ses activités en tant qu'agence de travail intérimaire.

Section 3. — La procédure d'agrément

Art. 7. L'agrément d'une agence de travail intérimaire est octroyé par le Gouvernement conformément aux conditions définies dans le présent chapitre.

Le Gouvernement détermine la procédure d'agrément ainsi que les documents et les justificatifs à fournir.

Le Gouvernement octroie l'agrément pour une durée illimitée. Dans des cas particuliers justifiés, le Gouvernement peut limiter l'agrément à une période de deux ans.

Toutes les décisions sont notifiées par écrit au demandeur et sont publiées par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 8. La personne demandeuse fournit par voie postale au Gouvernement tout document, toute pièce et toute information complémentaire jugé utile par le Gouvernement en vue de vérifier si les conditions d'agrément sont remplies. La personne demandeuse peut, sur sa demande écrite, être entendue par le Gouvernement.

Art. 9. A la demande du Gouvernement la personne demandeuse lui communique au besoin l'adresse en Communauté germanophone à laquelle des documents et des preuves ne pouvant pas ou difficilement être envoyés par la poste sont tenus à disposition du Gouvernement pour consultation.

Art. 10. En cas de fusion, d'absorption ou de toute autre transformation juridique d'une agence de travail intérimaire agréée, l'agence de travail intérimaire transformée informe le Gouvernement par lettre recommandée endéans les trente jours à partir de l'entrée en vigueur de la transformation juridique.

Le Gouvernement décide endéans les soixante jours suivant la réception de l'envoi recommandé susvisé si l'agrément accordé à l'agence de travail intérimaire précédente peut être repris par l'agence de travail intérimaire transformée, ou, s'il est retiré, auquel cas une nouvelle demande d'agrément doit être introduite par l'agence de travail intérimaire transformée conformément aux modalités fixées par le Gouvernement.

Si le Gouvernement ne demande pas endéans le délai et par pli recommandé à l'agence de travail intérimaire transformée d'introduire une nouvelle demande d'agrément, celle-ci est dispensée de cette obligation et elle peut poursuivre ses activités. L'agence de travail intérimaire peut poursuivre ses services de placement au moins pendant la période comprise entre l'acte juridique relatif à la transformation et la notification par pli recommandé de la décision prise par le Gouvernement.

CHAPITRE III. — Obligations des agences de placement privées et des agences de travail intérimaires

Section 1^{re}. — Obligations des agences de placement privées

Art. 11. § 1^{er}. L'agence de placement privée est tenue de respecter les dispositions suivantes :

1. se conformer aux législations sociale, fiscale, commerciale et du travail qui lui sont applicables;
2. ne pas exercer d'activités interdites en vertu de la convention n° 9 concernant le placement des marins, adoptée par l'Organisation internationale du Travail du 10 juillet 1920 et approuvée par la loi du 6 septembre 1924;
3. respecter la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers;
4. transmettre à leur demande au Gouvernement et à l'Office de l'Emploi toutes les informations nécessaires pour pouvoir assurer le respect des dispositions de l'article 8 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers afin de leur permettre d'analyser la situation sur le marché du travail en vue de l'octroi d'une autorisation d'occupation;
5. respecter les conventions collectives applicables suivant le type de placement;
6. informer en temps utile et de façon exhaustive les travailleurs et les employeurs quant aux services de placement et leurs modalités de fonctionnement;
7. informer par écrit les travailleurs de l'obligation d'être inscrits auprès de l'Office de l'Emploi afin de pouvoir bénéficier d'allocations de chômage;
8. ne pas fournir d'informations relatives à la disponibilité des travailleurs au-delà du contrôle légal de cette disponibilité;
9. ne pas proposer de placement pour des offres d'emploi fictives;
10. ne traiter des données à caractère personnel que dans le cadre des dispositions relatives à la protection de la vie privée;
11. ne pas accepter ni demander une quelconque indemnité de la part des travailleurs, ni poser au travailleur comme condition à la fourniture du placement l'obligation d'engager une quelconque dépense;
12. traiter tous les travailleurs de façon objective, respectueuse et non discriminatoire, sous réserve d'actions positives déterminées par le Gouvernement en faveur de certaines catégories de travailleurs;
13. entreprendre tout service de placement dans l'intention de conclure avec le travailleur, l'employeur ou l'apprenti un contrat de service écrit dont les mentions obligatoires sont déterminées par le Gouvernement;
14. respecter les dispositions de la réglementation en matière d'emploi des langues;
15. délivrer à sa demande au demandeur d'emploi soumis au contrôle du chômage une attestation mentionnant la date et l'heure de sa visite à l'agence de placement privée;
16. ne pas se substituer à l'employeur en ce qui concerne la décision d'engagement ou de licenciement du travailleur et ne pas mener de négociations y afférentes. Le Gouvernement détermine les conditions auxquelles l'agence de placement privée peut mener des négociations dans les cas de placement d'artistes de spectacle ou de sportifs au sens de l'article 2, § 1^{er}, 8° et 9°.

§ 2. Sur avis du Conseil économique et social, le Gouvernement peut étendre la liste des obligations prévue au paragraphe premier.

§ 3. Sur avis du Conseil économique et social, le Gouvernement peut, dans l'intérêt des travailleurs concernés ou dans l'optique d'une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'emplois, déterminer les catégories de travailleurs pour lesquels l'agence de placement privée peut accepter ou demander une quelconque indemnité de la part du travailleur moyennant l'accord écrit préalable de celui-ci.

§ 4. Le Gouvernement peut demander des informations qui contribuent à soutenir la politique du marché de l'emploi.

Section 2. — Obligations des agences de travail intérimaire

Art. 12. § 1^{er}. Même après son agrément, l'agence de travail intérimaire est tenue de respecter les conditions fixées aux articles 4 à 6 ainsi que les conditions suivantes :

1. se conformer aux législations sociale, fiscale, commerciale et du travail qui lui sont applicables;
2. ne pas exercer d'activités interdites en vertu de la convention n° 9 concernant le placement des marins, adoptée par l'Organisation internationale du Travail du 10 juillet 1920 et approuvée par la loi du 6 septembre 1924;
3. respecter la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers;
4. transmettre à leur demande au Gouvernement et à l'Office de l'Emploi toutes les informations nécessaires pour pouvoir assurer le respect des dispositions de l'article 8 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers afin de leur permettre d'analyser la situation sur le marché du travail en vue de l'octroi d'une autorisation d'occupation;
5. respecter les conventions collectives applicables au travail intérimaire;
6. ne pas priver les travailleurs du droit à la liberté d'association et aux négociations collectives;
7. fournir au Gouvernement, selon les modalités déterminées par lui, toutes les informations relatives aux modifications de sa forme juridique, de la composition de ses organes sociaux, de ses représentants légaux et de la composition de son capital, ainsi qu'annuellement le rapport d'activités visé au § 3;
8. informer en temps utile et de façon exhaustive les travailleurs et les employeurs quant au travail intérimaire et ses modalités de fonctionnement;
9. informer par écrit les travailleurs de l'obligation d'être inscrits auprès de l'Office de l'Emploi afin de pouvoir bénéficier d'allocations de chômage;
10. ne pas fournir d'informations relatives à la disponibilité des travailleurs au-delà du contrôle légal de cette disponibilité;
11. ne pas proposer de travail intérimaire pour des offres d'emploi fictives;
12. ne traiter des données à caractère personnel que dans le cadre des dispositions relatives à la protection de la vie privée;
13. ne pas accepter ni demander une quelconque indemnité de la part des travailleurs, ni poser au travailleur comme condition à la fourniture du travail du placement intérimaire l'obligation d'engager une quelconque dépense;
14. ne pas fournir des travailleurs intérimaires pour remplacer des travailleurs d'une entreprise en cas de grève, de lock-out ou de suspension du contrat de travail conformément aux articles 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;
15. traiter tous les travailleurs de façon objective, respectueuse et non discriminatoire, sous réserve d'actions positives déterminées par le Gouvernement en faveur de certaines catégories de travailleurs;
16. dans toute annonce de travail intérimaire et dans tout écrit lié directement au placement de travailleurs intérimaires, mentionner l'agrément en tant qu'agence de travail intérimaire par la Communauté germanophone en indiquant le numéro d'agrément octroyé par la Communauté germanophone;
17. dans tout document concernant directement le travail intérimaire adressé aux travailleurs et aux employeurs, mentionner l'adresse et le numéro de téléphone du service chargé par le Gouvernement du contrôle du présent décret;
18. ni l'agence de travail intérimaire ni l'un de ses administrateurs, gérants ou représentants légaux ne peuvent avoir encouru une condamnation ayant force de chose jugée du chef de faux en écriture ou de crimes ou délits définis aux titres VII et IX du Code pénal, ainsi que du chef des infractions définies au chapitre VII du présent décret;
19. ne pas avoir obtenu l'agrément sur la base d'informations qui s'avèrent entretemps fausses, incomplètes ou inexactes;
20. ne pas collaborer avec une agence de travail intérimaire qui ne dispose pas d'un agrément au sens du présent décret;
21. entreprendre tout placement dans l'intention de conclure avec le travailleur intérimaire un contrat de travail écrit dont les mentions obligatoires respectives sont déterminées par le Gouvernement;
22. transmettre aux travailleurs et aux employeurs préalablement à tout placement de travailleurs intérimaires un document reprenant les droits et obligations des parties conformément aux modalités fixées par le Gouvernement
23. respecter les dispositions de la réglementation en matière d'emploi des langues;
24. délivrer à sa demande au demandeur d'emploi soumis au contrôle du chômage une attestation mentionnant la date et l'heure de sa visite à l'agence de travail intérimaire;
25. garantir la compétence du personnel par le biais d'une formation et d'une formation continue adéquates, notamment en ce qui concerne l'égalité des chances sur le marché de l'emploi au sens du décret du 17 mai 2004 relatif à la garantie de l'égalité de traitement sur le marché du travail, le respect du secret professionnel et la sécurité des travailleurs. Le Gouvernement fixe les conditions de la formation et de la formation continue adéquates;
26. respecter les réglementations en matière de travail intérimaire.

§ 2. Sur avis du Conseil économique et social, le Gouvernement peut étendre la liste des obligations prévue au paragraphe premier.

§ 3. L'agence de travail intérimaire est tenue de remettre chaque année au Gouvernement un rapport d'activités dans le cadre des modalités fixées par le Gouvernement. Le rapport d'activités comprend notamment des informations anonymes sur les sujets suivants :

1. les offres et les demandes d'emploi;
2. les contrats de travail intérimaire;
3. les travailleurs intérimaires concernés par le placement d'intérimaires;
4. les employeurs concernés par le placement d'intérimaires;
5. les emplois intérimaires pourvus.

Le Gouvernement peut demander des informations complémentaires à celles énumérées à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la demande motivée ne peut concerner que des informations qui contribuent à soutenir la politique du marché de l'emploi.

CHAPITRE IV. — *Avertissement et mise en demeure,
ainsi que suspension et retrait de l'agrément d'une agence de travail intérimaire*

Art. 13. § 1^{er}. Le Gouvernement peut adresser un avertissement ou une mise en demeure à une agence de travail intérimaire, voire suspendre ou retirer son agrément si elle ne respecte pas les dispositions, les obligations et les conditions d'agrément contenues dans le chapitre II, section 1^{re} ou, le cas échéant, dans la section 2 et dans le chapitre III, section 2 ou celles adoptées en exécution du présent décret. Le Gouvernement doit motiver sa décision.

Le Gouvernement fixe la procédure d'avertissement et de mise en demeure ainsi que la procédure de suspension et de retrait de l'agrément.

Dès que la suspension ou le retrait d'agrément lui est notifié par pli recommandé, l'agence de travail intérimaire n'est plus autorisée à fournir ce service. Ceci vaut également pour ses administrateurs, gérants, mandataires ou toute autre personne habilitée à représenter l'agence de travail intérimaire.

Dans ce cas, l'agence de travail intérimaire peut cependant encore achever les contrats de travail intérimaire en cours dès que faire se peut conformément à la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

§ 2. Une agence de travail intérimaire dont l'agrément a été suspendu ou retiré peut introduire un recours auprès du Gouvernement.

Le recours est introduit par pli recommandé endéans les trente jours après la notification du pli recommandé par lequel la décision de suspension ou de retrait a été notifiée.

Le recours doit être motivé; des documents et pièces justificatives appropriés peuvent être introduits.

Si les prescriptions des alinéas précédents ne sont pas respectées, le recours est nul.

Art. 14. L'agence de travailleurs intérimaires qui interrompt ou met définitivement fin à son activité de placement d'intérimaires en informe le Gouvernement de la façon fixée par celui-ci.

L'agrément est suspendu ou retiré par le Gouvernement.

CHAPITRE V. — *Avertissement et mise en demeure
d'une agence de placement privée et interdiction des services concernés*

Art. 15. § 1^{er}. Le Gouvernement peut adresser un avertissement ou une mise en demeure à une agence de placement privée, ou lui interdire de fournir ses services si elle ne respecte pas les dispositions et les obligations contenues dans le chapitre III, section 1^{re} ou celles adoptées en exécution du présent décret. Le Gouvernement doit motiver sa décision.

Le Gouvernement fixe les procédures d'avertissement et de mise en demeure des agences de placement privées ainsi que la procédure d'interdiction des services concernés.

Dès que l'interdiction de prester un service lui est notifiée par pli recommandé, l'agence de placement privée n'est plus autorisée à fournir les services concernés. Ceci vaut également pour ses administrateurs, gérants, mandataires ou toute autre personne habilitée à représenter l'agence de placement privée.

§ 2. Une agence de placement privée dont les services sont interdits peut introduire un recours auprès du Gouvernement.

Le recours est introduit par pli recommandé endéans les trente jours après la notification du pli recommandé par lequel la décision d'interdiction a été notifiée.

Le recours doit être motivé; des documents et pièces justificatives appropriés peuvent être introduits.

Si les prescriptions des alinéas précédents ne sont pas respectées, le recours est nul.

CHAPITRE VI. — *Plate-forme "Placement et placement d'intérimaires"*

Art. 16. Le Gouvernement institue une plate-forme "Placement et placement d'intérimaires".

La plate-forme "Placement et placement d'intérimaires" a pour objet de promouvoir la collaboration entre l'Office de l'Emploi, les agences de placement privées et les agences de travail intérimaire dans les domaines suivants :

1. le regroupement d'informations et l'utilisation d'une terminologie commune permettant d'améliorer la transparence au niveau du fonctionnement du marché de l'emploi;
2. l'échange d'informations relatives à l'évolution des demandes et des offres d'emploi;
3. la planification et la réalisation de projets communs, notamment dans les domaines de l'intégration sociale, de la formation professionnelle et de la formation continue;
4. la conclusion de conventions relatives à la réalisation régulière de projets communs;
5. les initiatives visant la formation professionnelle et la formation continue collectives du personnel;
6. le débat régulier quant aux améliorations possibles au niveau du placement, notamment dans le domaine de l'outplacement et du placement d'intérimaires;
7. la garantie de l'égalité de traitement sur le marché de l'emploi;
8. l'observation de la mise œuvre du présent décret et, au besoin, l'élaboration de propositions d'amélioration à l'attention du Gouvernement.

La plate-forme "Placement et placement d'intérimaires" est composée des membres suivants :

1. un représentant du Ministre compétent en matière d'Emploi, qui assure la présidence de la plate-forme "Placement et placement d'intérimaires";
2. trois représentants des organisations représentatives des travailleurs;
3. trois représentants des organisations représentatives des employeurs, dont un au moins est le représentant d'une ou de plusieurs fédérations agréées d'agences de placement privées et d'agences de travail intérimaire;
4. un représentant de l'Office de l'Emploi;
5. deux représentants du Ministère, dont un assure le secrétariat de la plate-forme.

Le Gouvernement fixe les conditions de désignation des représentants et le fonctionnement de la plate-forme "Placement et placement d'intérimaires".

CHAPITRE VII. — *Contrôle et sanctions*

Art. 17. Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de huit jours et/ou d'une amende de 100 EUR à 5.000 EUR dans le cadre du présent décret :

1. l'agence de travail intérimaire qui ne respecte pas les dispositions et les obligations du présent décret, qui preste notamment ses services sans agrément régulier ou qui poursuit ses activités malgré une suspension ou un retrait de l'agrément en application de l'article 13;

2. l'agence de placement privée qui ne respecte pas les dispositions et les obligations du présent décret, notamment qui poursuit son activité malgré une interdiction de ses services en application de l'article 15;

3. toute agence de placement privée ou agence de travail intérimaire qui réclame ou accepte des commissions, des cotisations, des droits d'admission ou d'inscription autres que ceux fixés par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution;

4. toute personne qui empêche ou entrave le contrôle prévu par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution;

5. toute personne qui assure en son nom propre ou pour le compte d'un commettant ou d'un mandant des placements et/ou des placements d'intérimaires sans respecter les dispositions du présent décret.

Art. 18. En cas de récidive, la peine maximale fixée à l'article 17 peut être doublée.

Art. 19. L'administrateur, dans le cas d'une personne morale, ou le responsable de l'agence de placement privée, dans le cas d'une personne physique, est civilement responsable du paiement des amendes pénales ou des amendes administratives auxquelles sont condamnés ses employés ou représentants.

Art. 20. Toutes les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal - à l'exception du chapitre V - s'appliquent aux infractions prévues dans le présent décret.

L'article 85 du Code pénal n'est toutefois pas d'application en cas de récidive.

Art. 21. La loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales s'applique en région de langue allemande :

1. aux agences de travail intérimaire qui ne respectent pas les dispositions et les obligations du présent décret, qui prestent notamment leurs services sans agrément régulier ou qui poursuivent leurs activités malgré une suspension ou un retrait d'agrément;

2. aux agences de placement privées qui ne respectent pas les dispositions et les obligations du présent décret, notamment qui poursuivent leur activité malgré une interdiction de leurs services;

3. aux employeurs qui font appel en connaissance de cause à une agence de travail intérimaire, qui ne dispose pas d'agrément régulier;

4. aux agences de placement privées, respectivement aux agences de travail intérimaire, qui commettent les infractions citées à l'article 17, 4^o, du présent décret;

5. toute agence de placement privée, respectivement toute agence de travail intérimaire, qui réclame ou accepte des commissions, des cotisations, des droits d'admission ou d'inscription autres que ceux fixés par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution.

L'amende administrative correspond au montant cité à l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1971 et est multipliée conformément à l'article 11 de ladite loi.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales**Section 1^{re}. — Dispositions abrogatoires et modificatives*

Art. 22. Dans l'article 2, § 1^{er}, du décret du 17 janvier 2000 portant création d'un office de l'emploi en Communauté germanophone, les 6^o et 8^o sont abrogés.

Art. 23. Dans l'article 3, alinéa 2, du même décret, les mots "le placement d'intérimaires" et le mot "outplacement" sont supprimés.

Art. 24. L'article 2, § 1^{er}, du même décret est complété par le 9^o rédigé comme suit :

"9. de prendre des mesures de coordination en cas de licenciement collectif."

Art. 25. Dans l'article 6 du même décret, modifié par les décrets des 23 octobre 2000 et 16 juin 2008, il est inséré un nouveau § 5*bis* rédigé comme suit :

"§ 5*bis*. La qualité de membre du conseil d'administration est incompatible avec une activité à titre principal ou accessoire auprès d'agences de placement privées, respectivement d'agences de travail intérimaire, au sens du décret de la Communauté germanophone du 11 mai 2009 relatif à l'agrément des agences de travail intérimaire et à la surveillance des agences de placement privées. Ceci ne vaut pas pour les membres visés au § 1^{er}, 5^o à 7^o."

Art. 26. L'article 17 du même décret est abrogé.

Art. 27. Dans l'article 1^{er} du décret de la Région wallonne du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, modifié par les décrets de la Communauté germanophone des 17 janvier 2000 et 17 mai 2004, le 6^o est remplacé par ce qui suit :

"6. le décret du 11 mai 2009 relatif à l'agrément des agences de travail intérimaire et à la surveillance des agences de placement privées ainsi que ses arrêtés d'exécution."

Art. 28. Dans l'article 2 du même décret, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4. "employeurs" : les personnes qui occupent les personnes visées au 2^o ou qui peuvent être assimilées aux employeurs dans les cas et les conditions déterminées par la législation, notamment les agences de travail intérimaire et les agences de placement privées. »

Art. 29. Le décret de la Région wallonne du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire et les arrêtés d'exécution correspondants sont abrogés pour ce qui concerne la région de langue allemande.

Art. 30. Le décret de la Communauté germanophone du 18 décembre 2006 relatif à l'agrément des agences de placement privées est abrogé.

Art. 31. Dans l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant à la sécurité sociale des travailleurs et les arrêtés d'exécution correspondants, les paragraphes 6 à 8 sont abrogés pour ce qui concerne la région de langue allemande.

Art. 32. Dans le titre II, chapitre I^{er}, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, la section 3, comprenant les articles 44 à 52, est abrogé pour ce qui concerne la Région de langue allemande.

Section 2. — Dispositions transitoires

Art. 33. Les entreprises de travail intérimaire agréées pour une période déterminée en vertu du décret de la Région wallonne du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire peuvent poursuivre leurs activités en région de langue allemande après l'entrée en vigueur du présent décret jusqu'à ce qu'une décision ait été prise sur leur demande d'agrément définitif, pour autant que celle-ci ait été introduite endéans les six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

Les entreprises de travail intérimaire qui ont été agréées pour une durée indéterminée en vertu du même décret de la Région wallonne, continuent à bénéficier d'un agrément de durée indéterminée dans le cadre du présent décret.

Art. 34. Les cautionnements visés à l'article 8, 6^o de l'arrêté royal du 28 novembre 1975 relatif à l'exploitation des bureaux de placement payants, modifié par l'arrêté royal du 4 janvier 1977, et déposés à la Banque Nationale de Belgique, à la Caisse des dépôts et consignations ou à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, sont libérés dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Section 3. — Entrée en vigueur

Art. 35. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard le 1^{er} janvier 2010. Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Eupen, le 11 mai 2009.

K.-H. LAMBERTZ,

Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
Ministre des Pouvoirs locaux

B. GENTGES,

Vice-Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme

O. PAASCH,

Ministre de l'Enseignement et de la Recherche scientifique

Mme I. WEYKMANS,

Ministre de la Culture, des Médias, des Monuments et Sites, de la Jeunesse et du Sport

—————
Note

Session 2008-2009 :

Documents du Parlement : 156 (2008-2009), n^o 1 Projet de décret.

156 (2008-2009), n^o 2 Rapport.

Compte rendu intégral : 11 mai 2009, n^o 13 Discussion et vote. »

—————
« VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

**11 MEI 2009. — Decreet betreffende de erkenning van uitzendbureaus
en de controle op de particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus (1)**

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen en definities*

Artikel 1. Dit decreet voorziet in de omzetting van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt en Richtlijn 2008/104/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende uitzendarbeid.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1^o Bemiddeling : de dienstverleningen opgesomd onder de nummers 3 tot en met 10, ongeacht het gebruikte communicatiekanaal;

2^o uitzendbemiddeling : de tewerkstelling van een uitzendkracht overeenkomstig hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

3^o Arbeidsbemiddeling : de dienstverlening van een arbeidsbemiddelaar ten gunste van een werknemer met het doel deze laatste een baan te verschaffen, zonder dat de arbeidsbemiddelaar hierdoor een partij van de arbeidsovereenkomst wordt, die het resultaat van de arbeidsbemiddeling kan zijn;

4^o Werving en selectie van personeel : de diensten ten gunste van een werkgever met als doel een werknemer in dienst te nemen;

5^o Inschakeling : de dienst met als doel een op de arbeidsmarkt benadeelde werknemer met het oog op zijn beroepsloopbaan en rekening houdend met zijn individuele vaardigheden en kennis ter verhoging van zijn kansen op een duurzame tewerkstelling intensief te begeleiden;

6^o Outplacement : de dienst in opdracht en financieel ten laste van een werkgever met als doel een met ontslag bedreigde of ontslagen werknemer te helpen bij het zelf zoeken naar werk;

7° Opleidingsbemiddeling : de dienst waarbij leerjongens en werkgevers met het oog op het sluiten van een leerovereenkomst bij elkaar worden gebracht, met inbegrip van de bemiddeling van au pairs;

8° Bemiddeling van kunstenaars : de dienst waarbij kunstenaars, in het bijzonder acteurs, zangers, dansers, variétékunstenaars, circusartiesten, mannequins, musici, dirigenten, choreografen en figuranten, tegen een gage voor repetities, vertoningen en opnamen worden bemiddeld;

9° Bemiddeling van sportbeoefenaars : de dienst waarbij sportbeoefenaars voor wedstrijden, toernooien of kampioenschappen waarvoor ze een vergoeding krijgen, worden bemiddeld;

10° Andere bemiddelingsdiensten : de door de Regering na raadpleging van de Sociaal-Economische Raad van de Duitstalige Gemeenschap vastgelegde diensten;

11° Uitzendbureau : de rechtspersoon die een uitzendkracht volgens hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers tewerkstelt;

12° Particulier arbeidsbemiddelingsbureau : elke van het (Arbeitsamt) (Dienst voor Arbeidsbemiddeling) onafhankelijke rechts- of natuurlijke persoon die zelf of voor rekening van een derde arbeidsbemiddelingsdiensten aanbiedt respectievelijk verstrekt, als hoofd- of bijkomende activiteit, tegen betaling of gratis, met of zonder winsttoegmerk, onder welke benaming ook;

13° Werknemer : de natuurlijke persoon die een beroepsactiviteit uitoefent of wenst uit te oefenen onder het gezag van een werkgever of als zelfstandige;

14° Werkgever : de natuurlijke of rechtspersoon die een beroep doet op de diensten van een arbeidsbemiddelingsbureau met het oog op de aanwerving van een persoon of die als gebruiker de taken van een uitzendkracht bepaalt of toezicht op de uitvoering ervan uitoefent of in het kader van een leerovereenkomst de taken van een leerling bepaalt en toezicht op de uitvoering ervan uitoefent;

15° Leerling : de natuurlijke persoon die onder het gezag van een werkgever activiteiten met het oog op het verwerven van een beroepsbekwaamheid uitoefent, ongeacht of zij daarbij aan de leerplicht in de zin van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht onderworpen is of niet;

16° Sociaal-Economische Raad : de Sociaal-Economische Raad van de Duitstalige Gemeenschap, zoals opgericht bij het decreet van 26 juni 2000 houdende oprichting van een Sociaal-Economische Raad van de Duitstalige Gemeenschap;

17° Regering : de Regering van de Duitstalige Gemeenschap;

18° Dienst voor Arbeidsbemiddeling : de Dienst voor Arbeidsbemiddeling (Arbeitsamt) van de Duitstalige Gemeenschap, zoals opgericht bij het decreet van 17 januari 2000 tot oprichting van een Dienst voor arbeidsbemiddeling in de Duitstalige Gemeenschap;

19° Vestigingseenheid : de vestigingsplaats van het particulier arbeidsbemiddelingsbureau of van het uitzendbureau waar of waaruit de activiteit uitgeoefend wordt.

§ 2. De termijnen in dit decreet zijn volledige dagen. De termijn gaat op de dag na de handeling in. De dag waarop de termijn verstrijkt, wordt in de termijn meegerekend. Indien deze dag echter op een zaterdag, een zondag of een feestdag valt, wordt hij naar de eerstvolgende werkdag verschoven.

Feestdagen zoals bedoeld in dit decreet zijn : 1 januari, de donderdag voor carnaval, carnavalsmaandag, paasmaandag, 1 mei, Hemelvaartsdag, pinkstermaandag, 21 juli, 15 augustus, 1 en 2 en 11 en 15 november, 25 en 26 december.

§ 3. In dit decreet gelden de hoedanigheden voor beide geslachten.

Art. 3. Dit decreet is in het Duitss taalgebied van toepassing :

1° op elk particulier arbeidsbemiddelingsbureau;

2° op elk uitzendbureau;

3° op elke leerling, werknemer en werkgever.

Het is niet van toepassing op :

1° de bemiddeling van zeelieden volgens Verdrag nr. 9 op de arbeidsbemiddeling van de zeelieden, aangenomen op 10 juli 1920 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie en goedgekeurd bij de wet van 6 september 1924;

2° de selectiebureaus van de overheidsdiensten;

3° de openbare diensten voor arbeidsvoorziening de Europese Economische Ruimte volgens het Verdrag nr. 88 betreffende de diensten voor arbeidsvoorziening, aangenomen op 9 juli 1948 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie en goedgekeurd bij de wet van 16 maart 1953, evenals volgens het advies nr. 83 betreffende de organisatie van de diensten voor arbeidsvoorziening, aangenomen op 9 juli 1948 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie;

4° de rekruteringsdiensten van de Belgische strijdkrachten.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de uitzendbureaus*

Afdeling 1. — Voorwaarden voor de erkenning van uitzendbureaus

Art. 4. Om bemiddelingsdiensten te verstrekken wordt het uitzendbureau aan een voorafgaande erkenning door de Regering onderworpen.

Art. 5. Om vooraf erkend te worden, dient het uitzendbureau dat in het Duitse taalgebied over een vestigingseenheid beschikt, aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1° Het moet opgericht zijn in de vorm van een handelsvennootschap waarvan het maatschappelijk doel erin bestaat diensten m.b.t. uitzendarbeid in de zin van artikel 2, § 1, 2°, te verlenen en die in de Kruispuntbank van Ondernemingen geregistreerd zijn.

2° Het mag niet in staat van faillissement of van kennelijk onvermogen verkeren, noch het voorwerp uitmaken van een procedure tot faillietverklaring, noch een gerechtelijk akkoord aangevraagd of verkregen hebben.

3° Onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of andere personen bevoegd om het uitzendbureau te verbinden, mogen zich geen personen bevinden :

a) die personeelslid of lid van de raad van bestuur van openbare diensten voor arbeidsvoorziening zijn;

b) aan wie het uitoefenen van dergelijke ambten, beroepen of werkzaamheden verboden is krachtens de wetgeving waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend een dergelijk verbod uit te spreken;

c) die tijdens de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, aansprakelijk zijn gesteld voor de verbintenissen of schulden van een gefailleerde vennootschap, bij toepassing van de artikelen 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, en 530 van het Wetboek van vennootschappen;

d) aan wie burgerrechten en/of politieke rechten zijn ontnomen;

e) die tijdens de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning de verplichtingen hun opgelegd bij dit decreet of bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus of bij de wettelijke bepalingen opgenomen in artikel 1 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 februari 1998 betreffende het toezicht en de controle op de naleving van de wetgeving inzake het werkgelegenheidsbeleid of de uitvoeringsbesluiten ervan niet zijn nagekomen;

f) die tijdens de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning hun fiscale en sociale verplichtingen niet zijn nagekomen; het bestaan van een behoorlijk nageleefd afbetalingsplan wordt echter niet als een overtreding van de sociale en fiscale verplichtingen beschouwd.

4° Het moet de financiële leefbaarheid van de beoogde activiteit als uitzendbureau aantonen. De Regering bepaalt welke inlichtingen in dit verband moeten worden verstrekt.

5° Het mag geen achterstallige belastingen en geen achterstallige bijdragen aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of aan het Bestaanszekerheidsfonds van Uitzendkrachten verschuldigd zijn. Een terugbetalingsplan dat volgens de opgelegde verplichtingen nageleefd wordt, wordt echter niet beschouwd als overtreding van de fiscale en sociale verplichtingen. De Regering bepaalt welke inlichtingen in dit verband moeten worden verstrekt.

Afdeling 2. — Gelijkgestelde erkenningsvoorwaarden

Art. 6. Om vooraf erkend te worden, dient het uitzendbureau dat in het Duitse taalgebied niet over een vestigingseenheid beschikt, aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1° Als het over een vestigingseenheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in de Vlaamse Gemeenschap of in het Waalse Gewest beschikt, aantonen dat het in het respectieve Gewest of in de respectieve Gemeenschap aan erkenningsvoorwaarden voldoet die met de voorwaarden bepaald bij dit decreet gelijkgesteld worden. De Regering beslist over de gelijkstelling.

2° Als het over een vestigingseenheid in een Lidstaat van de Europese Unie of in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte beschikt, aantonen dat het in zijn land van oorsprong aan erkenningsvoorwaarden voldoet die met de voorwaarden bepaald bij dit decreet gelijkgesteld worden. De Regering beslist over de gelijkstelling.

3° Als het over een vestigingseenheid buiten de Europese Unie of buiten een lidstaat van de Europese Economische Ruimte beschikt, aan de erkenningsvoorwaarden bepaald bij dit decreet voldoen en het bewijs leveren dat het in zijn land van oorsprong als uitzendbureau werkzaam is.

De Regering kan de voorafgaande erkenning weigeren aan een uitzendbureau dat in het Duitse taalgebied niet over een vestigingseenheid beschikt en zijn activiteiten als uitzendbureau hoofdzakelijk via het internet verricht.

Afdeling 3. — Erkenningsprocedure

Art. 7. De erkenning van een uitzendbureau wordt door de Regering verleend, overeenkomstig de voorwaarden omschreven in dit hoofdstuk.

De Regering bepaalt de erkenningsprocedure en de documenten en bewijsstukken die daarbij dienen te worden voorgelegd.

De Regering kent de erkenning voor een onbeperkte duur toe. In gerechtvaardigde individuele gevallen kan de Regering de erkenning tot een periode van twee jaar beperken.

Alle beslissingen worden per aangetekende brief aan aanvrager meegedeeld en bij wijze van uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 8. De aanvrager verstrekt aan de Regering per post alle aanvullende documenten, bewijsstukken en inlichtingen die door de Regering dienstig worden geacht om te controleren of de erkenningsvoorwaarden al dan niet vervuld zijn. De aanvrager kan op schriftelijk verzoek door de Regering worden gehoord.

Art. 9. De aanvrager deelt de Regering op diens verzoek het adres in de Duitstalige Gemeenschap mee waar hij de documenten die niet of moeilijk per post kunnen worden toegezonden, ter inzage ter beschikking van de Regering stelt.

Art. 10. Bij samensmelting, opslorping of enige andere juridische omvorming van een erkend uitzendbureau licht het omgevormde uitzendbureau de Regering hierover binnen dertig dagen na de inwerkingtreding van de juridische omvorming per aangetekende brief in.

Binnen zestig dagen na de ontvangst van de bovenvermelde aangetekende brief beslist de Regering of de erkenning van het vroegere uitzendbureau voor het omgevormde uitzendbureau kan worden overgenomen respectievelijk moet worden ingetrokken en dientengevolge volgens de door de Regering vastgelegde modaliteiten een nieuwe aanvraag tot erkenning door het omgevormde uitzendbureau moet worden ingediend.

Indien het omgevormde uitzendbureau door de Regering binnen de termijn niet per aangetekende brief wordt opgeroepen een nieuwe aanvraag tot erkenning in te dienen, wordt het van deze verplichting vrijgesteld en kan het zijn activiteiten voortzetten. Het omgevormde uitzendbureau mag zijn bemiddelingsdiensten voortzetten, tenminste tijdens de periode tussen de rechtshandeling met betrekking tot de omvorming en de kennisgeving - per aangetekende brief - van de door de Regering genomen beslissing.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen opgelegd aan de particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus en uitzendbureaus*

Afdeling 1. — Verplichtingen die voor alle particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus gelden

Art. 11. § 1. De particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus is verplicht de volgende voorschriften na te leven :

1° de op hem van toepassing zijnde regelgeving inzake sociale, fiscale, arbeids- en koophandelsaangelegenheden naleven;

2° geen activiteiten uitoefenen die verboden zijn krachtens de Conventie nr. 9 van 10 juli 1920 van de Internationale Arbeidsorganisatie betreffende de bemiddeling van zeelieden, goedgekeurd bij de wet van 6 september 1924;

3° de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers naleven;

4° op verzoek van de Regering en de Dienst voor arbeidsbemiddeling alle inlichtingen meedelen die nodig zijn voor de toepassing van de bepalingen van artikel 8 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, teneinde een analyse van de arbeidsmarkt uit te voeren met het oog op het verlenen van een arbeidsvergunning;

5° de collectieve arbeidsovereenkomsten naleven die gelden volgens het soort bemiddelingsdienst;

6° de werknemers en werkgevers tijdig volledige inlichtingen verstrekken over de bemiddelingsdiensten en de wijze waarop ze verstrekt worden;

7° de werknemers schriftelijk inlichten over de verplichting bij de Dienst voor Arbeidsbemiddeling ingeschreven te zijn om werkloosheidsuitkeringen te kunnen verkrijgen;

8° geen inlichtingen verstrekken over de beschikbaarheid van de werknemers buiten de controle op die beschikbaarheid waarin bij of krachtens de wet is voorzien;

9° geen bemiddeling voor fictieve vacatures aanbieden;

10° persoonsgegevens uitsluitend binnen de perken bepaald bij de regelgeving inzake de bescherming van de private levenssfeer behandelen;

11° geen enkele vergoeding aanvaarden of vragen van de werknemer, noch de werknemer als voorwaarde voor de bemiddelingsdienst de verplichting opleggen om uitgaven van welke aard dan ook te verrichten;

12° behoudens positieve acties bepaald door de Regering ten gunste van bepaalde werknemerscategorieën zich ertoe verbinden om alle werknemers op een objectieve, respectvolle en niet-discriminerende wijze te behandelen;

13° elke arbeidsbemiddeling uitvoeren met de bedoeling om een schriftelijke dienstverleningsovereenkomst met de werknemer, de werkgever of de leerling af te sluiten waarvan de verplichte vermeldingen door de Regering worden bepaald;

14° de bepalingen van de regelgeving inzake taalgebruik naleven;

15° aan de werkzoekende die onder de werkloosheidscontrole valt en erom verzoekt een attest verstrekken waarin datum en uur van diens bezoek aan het particulier arbeidsbemiddelingsbureau worden vermeld;

16° niet in plaats van de werkgever optreden, wat de aanwervings- of ontslagbeslissing of de onderhandelingen daaromtrent betreft. De Regering bepaalt de modaliteiten waaronder de particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus bij de arbeidsbemiddeling van kunstenaars of sportbeoefenaars in de zin van artikel 1, nummers 8 en 9, van deze onthoudingsplicht kunnen worden vrijgesteld, wat de onderhandelingen betreft.

§ 2. De Regering kan na raadpleging van de Sociaal-Economische Raad de in § 1 voorziene lijst van plichten uitbreiden.

§ 3. De Regering kan na raadpleging van de Sociaal-Economische Raad in het belang van de betrokken werknemer of met de bedoeling een betere afstemming tussen vraag en aanbod van banen te bereiken, de werknemerscategorieën vastleggen waarvoor de particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus een schadevergoeding in welke vorm ook van de werknemers mits diens voorafgaande en schriftelijke toestemming mag eisen en aannemen.

§ 4. De Regering kan gegevens aanvragen die ertoe bijdragen het werkgelegenheidsbeleid te ondersteunen.

Afdeling 2. — Verplichtingen opgelegd aan uitzendbureaus

Art. 12. § 1. Het uitzendbureau moet ook na zijn erkenning verder de in de artikelen 4 tot en met 6 vastgelegde voorwaarden evenals de volgende voorschriften naleven :

1° de op hem van toepassing zijnde regelgeving inzake sociale, fiscale, arbeids- en koophandelsaangelegenheden naleven;

2° geen activiteiten uitoefenen die verboden zijn krachtens de Conventie nr. 9, van 10 juli 1920, van de Internationale Arbeidsorganisatie betreffende de bemiddeling van zeelieden, goedgekeurd bij de wet van 6 september 1924;

3° de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers naleven;

4° op verzoek van de Regering en de Dienst voor arbeidsbemiddeling alle inlichtingen meedelen die nodig zijn voor de toepassing van de bepalingen van artikel 8 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, teneinde een analyse van de arbeidsmarkt uit te voeren met het oog op het verlenen van een arbeidsvergunning;

5° de collectieve arbeidsovereenkomsten naleven die voor uitzendarbeid gelden;

6° de werknemers niet het recht op vrijheid van vereniging en het recht op collectieve onderhandelingen ontnemen;

7° de Regering op de door haar bepaalde wijze alle inlichtingen verstrekken met betrekking tot de wijziging van diens rechtsvorm, van de samenstelling van diens maatschappelijke organen, van de wettelijke vertegenwoordigers, van de samenstelling van diens kapitaal, evenals jaarlijks het activiteitenverslag bedoeld in § 3 bezorgen;

8° de werknemers en werkgevers tijdig volledige inlichtingen verstrekken over de uitzendarbeid en de wijze waarop deze verstrekt wordt;

9° de werknemers schriftelijk inlichten over de verplichting bij de Dienst voor Arbeidsbemiddeling ingeschreven te zijn om werkloosheidsuitkeringen te kunnen verkrijgen;

10° geen inlichtingen verstrekken over de beschikbaarheid van de werknemers buiten de controle op die beschikbaarheid waarin bij of krachtens de wet is voorzien;

11° geen uitzendbemiddeling voor fictieve vacatures aanbieden;

12° persoonsgegevens uitsluitend binnen de perken bepaald bij de regelgeving inzake de bescherming van de private levenssfeer behandelen;

13° geen enkele vergoeding aanvaarden of vragen van de werknemer, noch de werknemer als voorwaarde voor de bemiddelingsdienst de verplichting opleggen om uitgaven van welke aard dan ook te verrichten;

14° geen uitzendbemiddeling uitvoeren om werknemers te vervangen in een bedrijf in geval van staking, lock-out of schorsing van een arbeidscontract zoals bedoeld in de artikelen 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

15° behoudens positieve acties bepaald door de Regering ten gunste van bepaalde werknemerscategorieën zich ertoe verbinden om alle werknemers op een objectieve, respectvolle en niet-discriminerende wijze te behandelen;

16° in elk aanbod voor uitzendarbeid en in elk document met betrekking tot een uitzendbemiddeling de erkenning door de Duitstalige Gemeenschap als uitzendbureau vermelden door het erkenningsnummer van de Duitstalige Gemeenschap aan te geven;

17° in elk document dat in direct verband met de uitzendbemiddeling staat en aan de werknemers en werkgevers gericht is, het adres en het telefoonnummer van de dienst vermelden die door de Regering met de controle op de naleving van dit decreet belast is;

18° het uitzendbureau of een van zijn bestuurders, zaakvoerders of wettelijke vertegenwoordigers mogen geen definitieve veroordeling wegens valsheid in geschriften of wegens misdaden en wanbedrijven bepaald in de titels VII en IX van het Strafwetboek noch wegens de overtredingen bedoeld in hoofdstuk VII van dit decreet opgelopen hebben;

19° geen erkenning hebben gekregen op grond van gegevens die sindsdien vals, onvolledig of onjuist blijken;

20° niet samenwerken met een uitzendbureau dat niet over een met dit decreet overeenstemmende erkenning beschikt;

21° elke uitzendbemiddeling uitvoeren met de bedoeling om een schriftelijke arbeidsovereenkomst met de uitzendkracht af te sluiten waarvan de verplichte vermeldingen door de Regering worden bepaald;

22° de werknemers en werkgevers voorafgaand aan elke uitzendbemiddeling een document verstrekken waarin de rechten en plichten van de partijen overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten worden vastgesteld;

23° de bepalingen van de regelgeving inzake taalgebruik naleven;

24° aan de werkzoekende die onder de werkloosheidscontrole valt en erom verzoekt een attest verstrekken waarin datum en uur van diens bezoek aan het uitzendbureau worden vermeld;

25° voor de professionele bekwaamheid van zijn personeel zorgen door in een geschikte opleiding of bijscholing te voorzien, meer bepaald inzake de naleving van de regels over de gelijke behandeling op de arbeidsmarkt in de zin van het decreet van 17 mei 2004 betreffende de garantie van een gelijke behandeling op de arbeidsmarkt, het beroepsgeheim en de veiligheid van de werknemers. De Regering bepaalt de voorwaarden voor een geschikte opleiding of bijscholing;

26° De voorschriften met betrekking tot de uitzendarbeid naleven.

§ 2. De Regering kan na raadpleging van de Sociaal-Economische Raad de in § 1 voorziene lijst van plichten uitbreiden.

§ 3. In het kader van de door de Regering vastgelegde modaliteiten is het uitzendbureau ertoe verplicht elk jaar bij de Regering een activiteitenverslag in te dienen. Dit activiteitenverslag vermeldt meer bepaald anonieme gegevens met betrekking tot :

1° de werkaanbiedingen en -aanvragen;

2° de arbeidsovereenkomsten voor uitzendarbeid;

3° de door de uitzendbemiddeling betrokken werknemers;

4° de door de uitzendbemiddeling betrokken werkgevers;

5° de uitzendvacatures waarin voorzien wordt.

Naast de in het voorgaande lid opgesomde inlichtingen kan de Regering om bijkomende informatie verzoeken. In dit geval mag het met redenen omkleed verzoek slechts inlichtingen betreffen die ertoe bijdragen het werkgelegenheidsbeleid te ondersteunen.

HOOFDSTUK IV. — *Aanmaning en ingebrekestelling evenals schorsing of intrekking van de erkenning als uitzendbureau*

Art. 13. § 1. De Regering kan een uitzendbureau aanmanen of in gebreke stellen evenals de erkenning schorsen of intrekken van een uitzendbureau dat de bepalingen, verplichtingen en erkenningsvoorwaarden van hoofdstuk II, afdeling 1, of desgevallend van hoofdstuk III, afdeling 2, van dit decreet of de bepalingen, verplichtingen en erkenningsvoorwaarden aangenomen in uitvoering van dit decreet niet naleeft. De Regering moet haar beslissing met redenen omkleeden.

De Regering bepaalt de procedures voor de aanmaning en ingebrekestelling evenals voor de schorsing of de intrekking van de erkenning.

Zodra per aangetekende brief aan het uitzendbureau kennis is gegeven van de intrekking van de erkenning, is het het uitzendbureau niet meer toegestaan de betrokken dienstverlening te verstrekken. Dit geldt evenzeer voor diens bestuurders, zaakvoerders, handelingsgemachtigden of andere personen die bevoegd zijn het uitzendbureau te vertegenwoordigen.

In dat geval mag het uitzendbureau aan de arbeidsovereenkomst van de uitzendkrachten echter zo snel mogelijk een einde maken overeenkomstig de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

§ 2. Een arbeidsbureau waarvan de erkenning geschorst of ingetrokken werd, kan bij de Regering verzet aantekenen.

Het verzet wordt per aangetekende brief ingediend binnen dertig dagen na kennisgeving per aangetekende brief van de beslissing tot schorsing of intrekking.

Het moet met redenen omkleed zijn en er kunnen ter zake dienende documenten of bewijsstukken worden ingediend.

Indien de voorschriften van de voorgaande leden niet worden nageleefd, is het verzet nietig.

Art. 14. Indien de verstrekking van de uitzendbemiddeling tijdelijk of definitief wordt stopgezet, verwittigt het uitzendbureau de Regering op de door laatstgenoemde bepaalde wijze.

De erkenning wordt door de Regering geschorst of ingetrokken.

HOOFDSTUK V. — *Aanmaning en ingebrekestelling van de particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus en verbod op verstrekking van de betrokken dienstverleningen*

Art. 15. § 1. De Regering kan een particulier arbeidsbemiddelingsbureau aanmanen, in gebreke stellen of de verstrekking van de dienstverleningen verbieden, indien deze de bepalingen en verplichtingen van hoofdstuk III, afdeling 1, van dit decreet of de bepalingen en verplichtingen aangenomen in uitvoering van dit decreet niet naleeft. De Regering moet haar beslissing met redenen omkleeden.

De Regering bepaalt de procedures voor de aanmaning en ingebrekestelling van de particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus evenals voor het verbod op de verstrekking van de betrokken dienstverleningen.

Zodra per aangetekende brief aan het particulier arbeidsbemiddelingsbureau kennis is gegeven van het verbod op verstrekking van een dienstverlening, is het hem niet meer toegestaan de betrokken dienstverleningen te verstrekken. Dit geldt evenzeer voor diens bestuurders, zaakvoerders, handelingsgemachtigden of andere personen die bevoegd zijn de particuliere arbeidsbemiddelingsbureau te vertegenwoordigen.

§ 2. Een particulier arbeidsbemiddelingsbureau aan wie de verstrekking van de dienstverlening verboden werd, kan bij de Regering verzet aantekenen.

Het verzet wordt per aangetekende brief ingediend binnen dertig dagen na kennisgeving per aangetekende brief van de beslissing tot verbod.

Het moet met redenen omkleed zijn en er kunnen ter zake dienende documenten of bewijsstukken worden ingediend.

Indien de voorschriften van de voorgaande leden niet worden nageleefd, is het verzet nietig.

HOOFDSTUK VI. — *Platform voor arbeids- en uitzendbemiddeling*

Art. 16. De Regering richt een "Platform voor Arbeidsbemiddeling en Uitzendbemiddeling" op.

Het Platform voor arbeids- en uitzendbemiddeling heeft als doel de samenwerking tussen de Dienst voor arbeidsbemiddeling, de particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus en de uitzendbureaus op de volgende gebieden te bevorderen :

1° de hergroepering van inlichtingen en het gebruik van een gemeenschappelijke terminologie, teneinde de transparantie te vergroten op het niveau van de werking van de arbeidsmarkt;

2° de uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot de ontwikkeling van de werkaanbiedingen en -aanvragen;

3° de programmatie en verwezenlijking van gezamenlijke projecten, inzonderheid op het gebied van de maatschappelijke integratie en van de beroepsopleiding en de voortgezette beroepsopleiding;

4° het afsluiten van overeenkomsten met betrekking tot de regelmatige verwezenlijking van gezamenlijke projecten;

5° het nemen van initiatieven om samen voor de opleiding en voortgezette opleiding van het personeel te zorgen;
6° het regelmatig overleg over mogelijke verbeteringen bij de arbeidsbemiddeling - vooral op het vlak van outplacement - en bij de uitzendbemiddeling;

7° de garantie van een gelijke behandeling op de arbeidsmarkt;

8° de waarneming van de omzetting van dit decreet en indien nodig het formuleren van verbeteringsvoorstellen ter attentie van de Regering.

Het Platform voor arbeids- en uitzendbemiddeling bestaat uit de volgende leden :

1° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd inzake Werkgelegenheid, die het voorzitterschap van het Platform voor arbeids- en uitzendbemiddeling waarneemt;

2° drie vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

3° drie vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties, waarvan er ten minste één een vertegenwoordiger van een overkoepelende organisatie of meerdere overkoepelende organisaties van particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus en uitzendbureaus is;

4° één vertegenwoordiger van de Dienst voor arbeidsbemiddeling;

5° twee vertegenwoordigers van het Ministerie, van wie er één belast is met het secretariaat van het Platform.

De Regering legt de voorwaarden met betrekking tot de aanwijzing van de vertegenwoordigers en de werkwijze van het Platform voor arbeids- en uitzendbemiddeling vast.

HOOFDSTUK VII. — *Controle en straffen*

Art. 17. Onverminderd de artikelen 269 tot en met 274 van het Strafwetboek worden, met toepassing van dit decreet, bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en/of een geldboete van 100 EUR tot 5.000 EUR :

1° het uitzendbureau dat de voorschriften en de verplichtingen van dit decreet niet naleeft, meer bepaald zonder regelmatige erkenning zijn dienstverleningen verstrekt of zijn activiteiten voortzet ondanks schorsing of intrekking van de erkenning met toepassing van artikel 13;

2° het particulier arbeidsbemiddelingsbureau dat de voorschriften en de verplichtingen van dit decreet niet naleeft, meer bepaald ondanks het verbod op zijn dienstverlening met toepassing van artikel 15 zijn activiteiten voortzet;

3° elk particulier arbeidsbemiddelingsbureau dat respectievelijk elk uitzendbureau dat andere commissies, bijdragen, toelatings- of inschrijvingsrechten vordert of aanneemt dan die bepaald bij dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan;

4° elke persoon die de bij dit decreet of diens uitvoeringsbesluiten bepaalde controles verhindert of belemmert;

5° elke persoon die in eigen naam of voor een opdrachtgever of lastgever arbeidsbemiddelingen en/of diensten m.b.t. uitzendbemiddeling verstrekt zonder de voorschriften bepaald bij dit decreet na te leven.

Art. 18. In geval van herhaling kan de maximale straf bepaald in artikel 17 verdubbeld worden.

Art. 19. De bestuurder, voor een rechtspersoon, of de verantwoordelijke van het particulier arbeidsbemiddelingsbureau, voor een natuurlijke persoon, zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de strafrechtelijke geldboetes of de administratieve geldboetes waartoe hun aangestelden of vertegenwoordigers veroordeeld worden.

Art. 20. Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van hoofdstuk V, zijn van toepassing op de overtredingen bepaald in dit decreet.

In geval van herhaling is artikel 85 van het Strafwetboek echter niet van toepassing.

Art. 21. De wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboetes toepasselijk in geval van inbreuk op sommige overtredingen van bepaalde sociale wetten is in het Duitse taalgebied van toepassing op :

1° het uitzendbureau dat de voorschriften en de verplichtingen van dit decreet niet naleeft, meer bepaald zonder regelmatige erkenning zijn dienstverleningen verstrekt of zijn activiteiten voortzet ondanks schorsing of intrekking van de erkenning;

2° het particulier arbeidsbemiddelingsbureau dat de voorschriften en de verplichtingen van dit decreet niet naleeft, meer bepaald ondanks het verbod op zijn dienstverlening toch zijn activiteiten voortzet;

3° de werkgever die op de hoogte is en toch aan een uitzendbureau zonder regelmatige erkenning een opdracht geeft;

4° elk particulier arbeidsbemiddelingsbureau of elk uitzendbureau dat de in artikel 17, 4°, van dit decreet vermelde overtredingen begaat;

5° elk particulier arbeidsbemiddelingsbureau of elk uitzendbureau dat andere commissies, bijdragen, toelatings- of inschrijvingsrechten vordert of aanneemt dan die bepaald bij dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Het bedrag van de administratieve geldboete stemt overeen met het bedrag bedoeld in artikel 1 van de wet van 30 juni 1971 en wordt overeenkomstig artikel 11 van deze wet vermenigvuldigd.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Afdeling 1. — Opheffings- en wijzigingsbepalingen

Art. 22. In artikel 2, § 1, van het decreet van 17 januari 2000 tot oprichting van een Dienst voor Arbeidsbemiddeling in de Duitstalige Gemeenschap worden de bepalingen onder 6° en 8° opgeheven.

Art. 23. In artikel 3, lid 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "de plaatsing van uitzendkrachten" en het woord "outplacement" opgeheven.

Art. 24. Artikel 2, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een bepaling onder 9° luidende :

"9° coördinatiemaatregelen te nemen in geval van collectief ontslag."

Art. 25. In artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 23 oktober 2000 en 16 juni 2008, wordt een § 5bis ingevoegd, luidende :

"§ 5bis. De hoedanigheid van lid van de raad van bestuur is onverenigbaar met de uitoefening van een hoofd- of bijbetrekking bij een particulier arbeidsbemiddelingsbureau in de zin van het decreet van 11 mei 2009 betreffende de erkenning van de uitzendbureaus en de controle op de particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus. Dit geldt niet voor de leden bedoeld in § 1, 5° tot 7°, van dit artikel."

Art. 26. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 27. In artikel 1 van het decreet van het Waalse Gewest van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het werkgelegenheidsbeleid, gewijzigd bij de decreten van de Duitstalige

Gemeenschap van 17 januari 2000 en 17 mei 2004 wordt de bepaling onder 6° vervangen als volgt :

“6° het decreet van 11 mei 2009 betreffende de erkenning van de uitzendbureaus en de controle op de particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus en uitvoeringsbesluiten ervan.”

Art. 28. In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt de bepaling onder 4 vervangen als volgt :

“4° “werkgevers” : de personen die de personen bedoeld onder 2° tewerkstellen of die gelijkgesteld worden met de werkgevers in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald bij de wetgeving, in het bijzonder de uitzendbureaus en de particuliere arbeidsbemiddelingsbureaus.”

Art. 29. Het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus en diens uitvoeringsbepalingen worden opgeheven, wat het Duitse taalgebied betreft.

Art. 30. Het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 18 december 2006 betreffende de erkenning van de privé-arbeidsbemiddelingsbureaus wordt opgeheven.

Art. 31. Artikel 7, § 6 tot en met § 8, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en diens uitvoeringsbepalingen worden opgeheven, wat het Duitse taalgebied betreft.

Art. 32. In hoofdstuk I, titel II, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en de werkloosheid wordt de afdeling III, die de artikelen 44 tot 52 omvat, opgeheven, wat het Duitse taalgebied betreft.

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

Art. 33. De uitzendbureaus die voor een beperkte duur erkend zijn krachtens het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus, mogen na inwerkingtreding van dit decreet hun activiteiten in het Duitse taalgebied blijven uitoefenen totdat er een beslissing is getroffen over hun definitieve erkenningsaanvraag, op voorwaarde dat die aanvraag ingediend wordt binnen een termijn van zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

De uitzendbureaus die voor een onbeperkte duur erkend zijn krachtens hetzelfde decreet van de Waalse Gewestraad blijven een erkenning van onbeperkte duur genieten in het kader van dit decreet.

Art. 34. De borgsommen bedoeld in artikel 8, 6°, van het koninklijk besluit van 28 november 1975 betreffende de exploitatie van bureaus voor arbeidsbemiddeling tegen betaling, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 januari 1977, en die bij de Nationale Bank van België, bij de Deposito- en Consignatiekas of bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas gestort zijn, worden vrijgegeven binnen de drie maanden na inwerkingtreding van dit decreet.

Afdeling 3. — Inwerkingtreding

Art. 35. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgestelde datum, ten laatste echter op 1 januari 2010.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen, 11 mei 2009.

K.-H. LAMBERTZ,

Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap
en Minister van Lokale Besturen

B. GENTGES,

Vice-Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Zaken en Toerisme

O. PAASCH,

Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Mevr. I. WEYKMANS,

Minister van Cultuur en Media, Monumentenzorg, Jeugd en Sport

Nota

Zitting 2008-2009 :

Genummerde bescheiden : 156 (2008-2009), nr. 1 Ontwerp van decreet.

156 (2008-2009), nr. 2 Verslag.

Integraal verslag : 11 mei 2009, nr. 13 Discussie en aanneming. »

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 352

[C – 2010/31044]

20 JANUARI 2010. — Ministerieel besluit tot bepaling van het model als bedoeld in artikel 23 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 mei 2009 betreffende de diversiteitsplannen en het diversiteitslabel

De Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Buitenlandse Handel en Wetenschappelijk Onderzoek,

Gelet op de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling, artikel 28;

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 352

[C – 2010/31044]

20 JANVIER 2010. — Arrêté ministériel déterminant le modèle visé à l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mai 2009 relatif aux plans de diversité et au label de diversité

Le Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie, du Commerce extérieur et de la Recherche scientifique,

Vu l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi, l'article 28;